

Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

Infolettre bimensuelle du 6 avril 2023 #3

La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPF propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.

Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille.

ANTISÉMITISME



Montée de l'antisémitisme en France

Montée de l'antisémitisme en France. L'antisémitisme, une forme de discrimination et de haine envers les Juifs Français et connaît une recrudescence inquiétante en France ces dernières années. Cet article examine les causes possibles de cette montée et ses préjugés, les conséquences sur la société française et les efforts déployés pour lutter contre ce fléau sur les Français de confession juive.

Quel que soit le diagnostic posé, on est fondé à se demander si ce « retour » ne serait pas révélateur d'un malaise niché au cœur de nos sociétés et s'il n'y aurait pas matière à s'interroger sur les défaillances de nos institutions et du climat politique de la France envers le pays d'Israël. Nous n'avons pas la prétention de répondre à ces questions, mais de proposer des éléments de réflexion à l'opinion actuelle.

Comment démontrer, enfin — de façon convaincante et efficace —, que l'antisémitisme est l'affaire de tous et non pas celle, exclusive, des juifs ? Sachant que l'hostilité aux juifs n'est cependant pas l'apanage de l'Occident chrétien. Elle est partagée par l'Islam et plonge ses racines dans la double tradition abrahamique.

Sommaire

- 1. Quels sont les divers formes de manifestations de l'antisémitisme en France ?
- 2. Quels sont sont les causes de la montée de l'antisémitisme ?
- 3. Quels peuvent-être les conséquences sur la société française

La montée de l'antisémitisme a des conséquences néfastes pour la société française. Elle menace non seulement la sécurité et le bienêtre des citoyens juifs, mais aussi les valeurs fondamentales de la République, telles que la laïcité, l'égalité et la fraternité. L'antisémitisme alimente également la division et la méfiance entre les différentes communautés et porte atteinte à la cohésion sociale.

4. Quels sont les efforts pour lutter contre l'antisémitisme ?

Lire la suite







CONCEPT DE LA LAÏCITÉ



David Koussens (Droit, Université de Sherbrooke) présente le concept de laïcité - Abécédaire du CRIDAQ on

Découvrez cette nouvelle capsule de la série Abécédaire du CRIDAQ mettant en vedette David Koussens, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et titulaire de la Chaire de recherche Droit, religion et laïcité, qui présente la laïcité.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF : Abécédaire du CRIDAQ

Le projet Abécédaire du CRIDAQ consiste en une série de capsules d'une dizaine de minutes dans lesquelles un membre du CRIDAQ présente de façon accessible à un public plus large un concept particulièrement important dans les débats actuels.

Voir la vidéo







ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE



Lois scolaires de Jules Ferry : comment naît l'école de la République en France ?

Jules Ferry fonde l'école républicaine en proposant une série de lois qui instaurent une instruction publique, gratuite, obligatoire et laïque pour toutes et tous. Une démocratisation de l'école afin de garantir l'unité de la République française.

L'école repose pendant tout le XIXe siècle sur la liberté d'enseignement fondée sur l'ordre moral et le cléricalisme. Les défenseurs de l'école laïque et de l'école religieuse se déchirent. La

IIIe République a failli avorter. La société se remet tout juste de la guerre contre la Prusse, des émois de la Commune de Paris et est encore largement imprégnée de cléricalisme et de conservatisme social.

Ainsi, Jules Ferry consacre-t-il, dans la lignée des idées de la Révolution et des revendications de la Commune de Paris, les lois proclamant l'École primaire gratuite pour éduquer tous les enfants de la République (loi du 16 juin 1881) ; obligatoire pour les élèves de 6 à 13 ans et fondée sur une instruction laïque (loi du 28 mars 1882) qui interdit l'enseignement religieux et les instituteurs ecclésiastiques dans le modèle éducatif public (sauf s'ils sont titulaires d'un brevet public d'enseignement).

La laïcité de l'école va de pair avec la loi du 27 février 1880 qui conduit à la fermeture des écoles et des couvents appartenant à des congrégations religieuses non autorisées. La loi de Goblet du 30 octobre 1886, va plus loin puisqu'elle confie à un personnel exclusivement laïc l'enseignement dans les écoles publiques (laïcisation complète du personnel enseignant). Les lois proposées par Jules Ferry annoncent déjà au sein du modèle éducatif la séparation du clergé et de l'État de 1905.

Lire la suite









« On ne pourra redresser la France qu'avec des professeurs attachés à la laïcité »

Aujourd'hui, alors que le vocabulaire républicain sature le débat public, de manière incantatoire, désincarnée et anhistorique, la France s'apparente de plus en plus à une démocratie libérale amputée d'une part essentielle d'elle-même.

Elle a en effet oublié qu'elle n'est une démocratie que parce qu'elle est d'abord une République. Les grands principes inhérents à son modèle ne sont malheureusement plus compris et désirés, en particulier par tous ceux qui devraient en être la courroie de transmission.

Une étude de l'Ifop en deux volets sur les atteintes à la laïcité et les tensions religieuses à l'école nous en a récemment apporté une énième illustration. Les données rassemblées mettent en évidence le fait que 40 % des enseignants sont partisans de repas à caractère confessionnel pour les élèves qui le souhaitent. La même proportion considère que les élèves doivent pouvoir venir en classe dans les tenues qui leur conviennent, tandis que 20 % d'entre eux jugent la loi de 2004 sur les signes religieux «islamophobe». Les chiffres sont encore plus inquiétants si l'on prend en compte l'état d'esprit des plus jeunes. 74 % des enseignants de moins de trente ans estiment qu'il faut assouplir les règles relatives à la laïcité en milieu scolaire.

À titre d'exemple, 62 % sont favorables à une liberté vestimentaire totale et 40 % voient dans la loi de 2004 une manière de reléguer l'islam et les musulmans. Cette dernière donnée est particulièrement inquiétante lorsqu'on mesure la puissance nocive du terme « islamophobie » et les dangers auxquels nous nous exposons à le normaliser. Constante de la propagande des Frères musulmans depuis les années 1990, cet anathème qui s'est diffusé comme une manière de défendre la visibilité des musulmans et leur droit à s'excepter de la loi commune vise à « imposer le contrôle du langage

et à culpabiliser la société », tout en contribuant à mettre une cible sur la tête de ceux qui s'opposent à une lecture littéraliste et fanatique de l'islam.

Sous les assauts conjoints des islamistes qui nous ont déclaré la guerre, des déconstructionnistes qui considèrent la laïcité comme une arme de relégation des musulmans et des libéraux qui réduisent celleci à la seule neutralité de l'État, nous avons oublié que la laïcité était le principe cardinal de la République. Il rend possible l'existence d'un espace commun où chaque citoyen peut s'exprimer à la lumière de la raison et d'une certaine idée de l'intérêt général. Ce faisant, nous avons ouvert la porte au retour de conflits culturels et d'obscurantismes religieux qui ne peuvent avoir pour conséquence que le délitement de la nation française.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Avertissement

Jean-Pierre Chevènement lance, en avril 2022, Refondation républicaine : un mouvement politique ayant vocation à réunir des citoyens de tous bords qui veulent donner sens au deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron et œuvrer à un véritable redressement de la France et à la reconquête de notre indépendance en tous domaines : industrielle, technologique, alimentaire et sanitaire.

Lire la suite









"Liberté Égalité Laïcité", le documentaire

Dans son film, « Liberté Égalité Laïcité », le réalisateur Jean Crépu revient sur les mots « laïcité » et « valeurs de la République » qui reviennent dans le débat public, et plus particulièrement à l'école.

« Quel sens ont-ils encore dans ce lieu d'éducation et d'apprentissage et comment sont-ils transmis et partagés par tous ?

Le film va à la rencontre de celles et ceux, pour qui ils représentent une réalité quotidienne, une confrontation parfois tendue, mais aussi un espace d'échanges dans le respect mutuel ».

Un documentaire qui donne à voir la réalité de la classe, et le rôle fondamental de l'école et des enseignants, que le réalisateur n'hésite pas à qualifier de « gardiens de la société de demain ». Il répond aux questions du Café pédagogique.

Sommaire

- 1. Pourquoi un tel documentaire?
- 2. Qu'avez-vous appris de cette immersion?
- 3. C'est-à-dire ? La mixité sociale permettrait de mieux faire vivre les valeurs de la République ?
- 4. Et le rôle de l'enseignant dans ce débat ?
- 5. Vous parlez des scènes où le meurtre de Samuel Paty est évoqué ?











Les évangéliques à la conquête du monde (1/3) - La grande croisade - Regarder le documentaire complet

De la guerre froide à nos jours, l'expansion de l'évangélisme a favorisé l'émergence d'un fondamentalisme chrétien. En trois volets, cette enquête fouillée dévoile les rouages d'une redoutable machine politico-religieuse décidée à étendre son empire sur les consciences.

Présent sur tous les continents, le mouvement évangélique, en rapide et constante expansion, compte aujourd'hui quelque 660 millions de fidèles. S'il réunit différentes Églises, ce protestantisme conservateur reste dominé par un courant fondamentaliste devenu au fil des décennies une redoutable machine politique. Il a contribué à porter au pouvoir, entre autres, Donald Trump et Jair Bolsonaro. Tous deux ont été défaits dans les urnes, mais leur présidence respective a renforcé les liaisons dangereuses entre pouvoir, finances et religion, au service d'un "nationalisme chrétien" de plus en plus offensif.

Remontant au XVIe siècle, aux racines d'un phénomène à la fois omniprésent et méconnu, ce premier volet en retrace la genèse et la mutation décisive qui intervient en 1942, avec la fondation de la National Association of Evangelicals américaine, qui entend reconquérir la société. Avec la guerre froide, le prédicateur Billy Graham va donner à cet objectif un formidable élan. Sillonnant le globe au fil de "croisades" anticommunistes d'évangélisation, il galvanise des meetings géants au service des présidents conservateurs, d'Eisenhower à Nixon. Opposé à la ségrégation, il se tient pourtant à l'écart du mouvement pour les droits civiques emmené par Martin Luther King. Après le Watergate, il se retire de la politique intérieure pour se consacrer au reste du monde, visitant au total 185 pays. Dans son sillage, la dynamique d'expansion se poursuit et les "méga-églises" se multiplient en Corée du Sud, au Brésil ou au Nigeria, où de nouveaux leaders religieux vont récolter ce qu'il a semé.

Voir la vidéo









Les évangéliques à la conquête du monde (2/3) - Les évangéliques au pouvoir - Regarder le documentaire complet

Enquête sur les rouages d'une redoutable machine politico-religieuse. Deuxième volet : dans les années 1970, sous l'égide de figures américaines plus radicales, comme le télévangéliste Jerry Falwell ou le théologien Francis Schaeffer, l'influence d'une droite chrétienne intransigeante, arc-boutée sur la défense des valeurs familiales rigoristes, favorise en 1980 l'élection de Ronald Reagan.

La lutte contre l'avortement devient le fer de lance du combat évangélique contre la sécularisation de la société. Quarante ans après, les élections de Trump et Bolsonaro, en 2016 et 2018, illustrent la puissance du mouvement, notamment au Brésil, qui fut longtemps la plus grande nation catholique au monde. En 2022, le Front parlementaire évangélique y a conquis 35 % des sièges au Congrès.

Voir la vidéo









Les évangéliques à la conquête du monde (3/3) - Dieu au-dessus de tout ? - Regarder le documentaire complet

De la guerre froide à nos jours, l'expansion de l'évangélisme a favorisé l'émergence d'un fondamentalisme chrétien dans nombre de pays. Troisième volet : le 6 janvier 2021, certains des insurgés qui prennent d'assaut le Capitole prient et brandissent des pancartes se revendiguant de Jésus.

Les évangéliques partisans de Trump exportent leur combat en Europe et en Israël, convaincus par leur compréhension millénariste de la Bible que le Christ est sur le point de revenir en Terre sainte. Ils y prennent fait et cause pour les colons et l'extrême droite qui revendiquent au nom de Dieu les Territoires palestiniens. C'est sous l'influence de son conseil évangélique, installé pour la première fois au cœur de l'exécutif, que Donald Trump a reconnu Jérusalem comme capitale de l'État juif.

Voir la vidéo







FÉMINISME ET IDENTITÉ DU GENRE



La venue de Marguerite Stern, féministe engagée contre l'idéologie transgenre, annulée à Nantes après des menaces

L'ancienne femen devait intervenir lors d'un colloque, organisé le 15 avril par le Comité Laïcité République Pays de la Loire, pour parler de l'état du féminisme après #MeToo. Face aux menaces et pressions de ses détracteurs, les organisateurs ont préféré annuler sa participation.

«La présomption d'innocence, les gens, c'est quand ça les arrange. Il faut se calmer. En France, tout le monde peut porter plainte pour n'importe quoi. Si je devais porter plainte à chaque fois que je reçois un message malveillant...», avait répliqué Marguerite Stern, qui rappelle qu'elle ne vise pas les personnes trans mais l'idéologie. «Liberté d'expression, liberté de conscience, liberté de pensée, liberté d'opinion», avait fait valoir de son côté Babacar Lame, parlant d'un «déchaînement de violences absolument monstrueux».











Les islamistes détestent-ils la France?

Il en est encore pour se poser la question de savoir si les islamistes nous haïssent pour des raisons ontologiques, ou bien à cause des « provocations » que seraient caricatures publiées dans « Charlie hebdo » ou encore du fait de nos désastreuses interventions militaires en terre d'islam.

Il y a aussi le concept de laïcité qui nourrit l'adversité des tenants du projet d'un état islamique vis-à-vis de la France. Une laïcité qui appartient à la constitution française de 1958, qui consacre que la république française est une « république indivisible, démocratique, laïque et sociale ». Cette notion de laïcité est parfaitement inaudible pour les islamistes. La césure entre le religieux et le politique n'est pas une vision que les islamistes peuvent avoir, car quand l'islam est un projet politique « ce qu'il est pris à César ne lui est jamais rendu. » Il n'y a pas de séparation entre le pouvoir religieux et le pouvoir séculier en islam.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF : Avertissement : lu sur Wikipédia

David Vallat, né en 1971 à Villefontaine1, est un djihadiste français repenti. Converti à l'islam dans sa jeunesse, il a fait une tentative ratée pour rejoindre les rangs des moudjahidines étrangers partis soutenir les musulmans de Bosnie pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine, puis est parti s'entrainer dans un camp de djihadistes en Afghanistan. À son retour, il a formé la cellule islamiste de Chasse-sur-Rhône qui a été démantelée dans le contexte des attentats de 1995. En 1998, Vallat est condamné à six ans de prison. Au cours de ses années de détention, il a décidé de rompre avec l'idéologie islamiste et s'est ensuite réinséré dans la société française. Dans les années 2010, il a décidé de sortir du silence pour témoigner sur son expérience.

Lire la suite







LAÏCITÉ AU CANADA



Quand Québec ne sait plus défendre la laïcité | JDM

C'est ma manière de dire que je me suis mis en beau joualvert quand j'ai entendu Bernard Drainville, le père de la laïcité québécoise, réagir au moment d'apprendre qu'à Laval, deux écoles ont mis à disposition des élèves musulmans des salles de prière.









Les crimes haineux contre les religions en hausse au Canada

Concernant les crimes commis contre les musulmans en 2021, le CNMC ne peut pas «pointer un événement en particulier» pour expliquer une telle hausse de 71 %. Mais son président et directeurgénéral déplore «le discours médiatique de plus en plus corsé lorsqu'il est question des musulmans». Par exemple, depuis l'adoption de la Loi sur la laïcité de l'État au Québec, le projet de loi no 21, «on voit plusieurs discussions sur la place qu'occupent les musulmans», dit-il. Certains débats, dans les médias notamment, entretiennent des préjugés contre les membres de sa communauté.

Lire la suite









La laïcité rattrape Bernard Drainville, estime Pascal Bérubé - Antoine Robitaille - Omny.fm

Laïcité, trop-perçus d'Hydro et nécessaire exemplarité du langage des politiciens. Entrevue avec Pascal Bérubé, député de Matane-Matapedia

Écouter la suite









[Opinion] Débattre de laïcité et d'islamophobie sans se déchirer

Le 22 mars 2023, Le Devoir a publié une lettre de Fatima Aboubakr qui critiquait un organisme et l'un de ses administrateurs. Bien que l'article ne mentionne pas de noms, tous ceux qui ont été impliqués dans cette organisation, qui ont interagi avec elle ou qui ont assisté à ses activités savent que l'organisation en question est Ensaneyoun N.A. (NA pour Amérique du Nord) et que la personne dont il est question est moi-même. Ensaneyoun se traduit par « Les humanistes », mais le terme n'a pas tout à fait les mêmes connotations qu'en français.

Ensaneyoun étant une petite organisation, relativement nouvelle, axée sur les débats intellectuels et politiques, les détails de cette confrontation n'intéressent probablement pas le lectorat du Devoir. Mais ce qui est important, ce sont les accusations — fausses — selon lesquelles certains « islamistes » en son sein ont un programme et qu'ils le mettent en œuvre de façon cachée, une préoccupation valable, et qui n'est pas rare parmi ceux qui s'inquiètent pour l'avenir du Québec.









La laïcité : un frein au projet d'un État Islamique au Mali ? | maliweb.net

Une volonté de création d'un État Islamique pour l'application de la charia serait à l'horizon. Les débats sur le sujet de la laïcité, ont permis de déchirer le voile sur le projet de la création d'un état islamique au Mali. Les responsables religieux musulmans hostiles à la laïcité, ne font plus de mystère, sur leur volonté de faire du Mali est pays islamique. Ils le disent très clairement sur les plateaux des chaines des radios et télévisions, et même au cours des prêches.

Lire la suite









Débat sur la laïcité sur fond de réforme constitutionnelle : plus qu'un choix de forme ? | maliweb.net

À la faveur de l'avant-projet de Constitution qui devra être soumis à l'approbation des Maliens, nombre d'organisations religieuses musulmanes appellent au retrait pure et simple du mot laïcité de la nouvelle loi fondamentale. Pour elles, ce concept à lui seul est l'auteur de nombres de dérives dans la société sur le plan moral, à tel point qu'il faudrait tout simplement le bannir. Elles en appellent plutôt à un autre concept, celui d'État multiconfessionnel, et qui siérait mieux à la réalité socio-anthropologique du Mali.

Lire la suite







LAÏCITÉ EN BELGIQUE



Prendre le parti de la laïcité -

Signe des temps, les défenseurs de la laïcité sont sous le feu nourri de procès en ostracisme et en traitement inégalitaire, principalement diligentés par certains représentants ou défenseurs autoproclamés des musulmans qui convoquent volontiers la sacro-sainte liberté de culte et la "maltraitance" dont elle ferait l'objet. Face à ces attaques le plus souvent empreintes de...

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Avertissement

Christophe Magdalijns est un haut fonctionnaire et homme politique belge.

Social-libéral déclaré, Christophe Magdalijns est partisan de ce qu'il appelle l'économie sociale et durable de marché.

Il s'est notamment exprimé pour :

- 1. La constitution d'un gouvernement minoritaire en pleine crise gouvernementale,
- 2. La constitution d'une entité politique francophone unique,
- 3. L'Europe fédérale.







LAÏCITÉ EN FRANCE



La Laïcité a-t-elle réponse à tout ? - Ces idées qui gouvernent le monde

30 mars 2023 LCP - ASSEMBLÉE NATIONALE (LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE)

La laïcité est de tous les combats politiques, idéologiques, socioculturels et même religieux. C'est devenu un mot fourre-tout qui traduit d'abord le malaise de la société française. De son école, des services publics et autres producteurs de biens communs, partout où s'exerce des discriminations et des pressions, des comportements très singuliers qui remettent en cause le vivre ensemble. Mais est-ce que le trans-genrisme et la laïcité, font cause commune ? Si tout est laïc, qu'est-ce que la laïcité ?

Au début de la laïcité, à sa source, il y a la fameuse loi de 1905 qui établit une liberté de conscience entre croyants et non croyants, la séparation de l'Église et de l'État et le livre exercice des cultes, tout cela dans le respect de l'ordre public. Mais d'interprétation en interprétation et à l'aune d'évènements symboliques et tragiques, on pense bien sûr à la décapitation de l'enseignant Samuel Paty le 16 octobre 2020 ou auparavant à l'affaire du foulard de Creil, la laïcité est devenu une sentinelle démocratique, un bouclier contre l'islamisme radical, le respect de la liberté d'expression, un viatique républicain de l'apprentissage de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Cette extension du domaine de la laïcité renforce t'elle sa prégnance socioculturelle ou à contrario est-elle le constat de l'affaissement de la politique au profit des communautarismes et de la tenaille identitaire.

Émile Malet recevait le 27 mars 2023 sur LCP pour en débattre :

- Iannis Roder, professeur d'histoire,
- Smaïn Laacher, sociologue, professeur des Université
- Laetitia Strauch-Bonart, rédactrice en chef et essayiste, l'Express,
- Emmanuel Maurel, député européen, fondateur de la Gauche Républicaine et Socialiste.

Lire la suite







LAÏCITÉ EN IRAN



Marjane Satrapi et Farid Vahid : "Aujourd'hui, la nouvelle génération en Iran aspire à la laïcité"

En Iran, les gens continuent, malgré la répression du gouvernement, de manifester au péril de leur vie. Marjane Satrapi auteure de BD et réalisatrice, Farid Vahid, chercheur à la Fondation Jean Jaurès, et Chirinne Ardakani, avocate, témoignent.

Lire la suite







LAÏCITÉ EN SUISSE



Laïcité à Genève : la justice déjuge l'État et dit oui à la procession

La Chambre administrative de la Cour de justice a autorisé un défilé de la fête catholique après une pesée d'intérêts.

Lire la suite







LIBERTÉ D'EXPRESSION



Charlie Hebdo : liberté d'expression, laïcité, droit au blasphème...

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Avertissement. Lu sur Wikipédia

Odysee est un site d'hébergement de vidéos créé en septembre 2020 par le libertarien américain Jeremy Kauffman. Il repose sur le protocole LBRY qui est décentralisé grâce à de la diffusion pair-à-pair.

Avis du quotidien Libération

Lancée en septembre 2020 par un libertarien américain, Odysee est une plateforme d'hébergement de vidéos, qui promet de ne pas censurer les contenus des vidéastes, chassés par son concurrent YouTube.

Voir la vidéo







LIBERTÉ RELIGIEUSE



Israël, liberté religieuse menacée? | Chroniques | Le Ouotidien - Chicoutimi

Chez les chrétiens, le début de la Semaine sainte est souvent l'occasion annuelle de tourner le regard vers la terre où Jésus est né, l'actuel Israël. Cette année, ils constateront que les manifestations se multiplient à la suite des projets de loi émanant de la Knesset, le parlement israélien.

Lire la suite







LIEU DE CULTE



Objets de culte : un enjeu méconnu de laïcité

Menorah, calices, tapis de prière, bénitiers, tableaux, sculptures... Les objets présents dans les lieux de culte en France ont des statuts très divers, toujours régis par la loi sur la laïcité de 1905.

Lire la suite







MILIEU HOSPITALIER



Alimentation et laïcité : que dit le droit ?

L'hôpital n'est pas tenu de satisfaire aux demandes alimentaires fondées sur des motifs religieux : les adaptations trouvent leurs limites dans l'organisation et le fonctionnement habituels du service.

À l'hôpital, la réglementation concernant l'alimentation implique le respect d'exigences minimales de variété des plats servis, la garantie d'avoir quatre ou cinq choix à chaque déjeuner ou dîner et l'adaptation des plats proposés aux goûts et à l'état de santé des patients.

Sous réserve du respect de ces règles de base, et en l'absence d'autres dispositions législatives ou réglementaires, les établissements de santé bénéficient d'une certaine liberté pour décider de la composition des repas, en dehors de toute prescription médicale ou prise en charge diététique. Le régime alimentaire de la personne est individualisé en lien avec sa santé : prise en charge diététique, allergies.

En dehors de ce cadre médical, les hôpitaux peuvent prendre en

considération les demandes spécifiques des patients, dans la limite de leurs possibilités financières et de l'organisation et fonctionnement du service. Ainsi, la personne hospitalisée ne peut exiger une alimentation en lien avec ses croyances religieuses. Si la Charte relative aux droits des personnes hospitalisées rappelle que « dans les établissements de santé publics, toute personne doit pouvoir être mise en mesure de participer à l'exercice de son culte (recueillement, présence d'un ministre du culte de sa religion, nourriture, liberté d'action et d'expression, rites funéraires...) », plusieurs textes sont néanmoins venus en préciser les limites juridiques.

Lire la suite







PROPOSITION DE LOI



Proposition de loi pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité

Proposition de loi pour une école de la liberté, de l'égalité des chances et de la laïcité.

Elles préparent aux enjeux d'évaluation des connaissances et des compétences des élèves et forment les professeurs des écoles stagiaires au principe de laïcité et aux modalités de son application dans les écoles ainsi que pendant toute activité liée à l'enseignement. Elles préparent les professeurs des écoles stagiaires aux enjeux du plurilinguisme et à la scolarisation des enfants allophones.

« Dans le cadre de la formation continue, elles organisent des formations sur le principe de laïcité et ses modalités d'application dans les écoles ainsi que pendant toute activité liée à l'enseignement. Elles organisent également des formations de sensibilisation à l'enseignement des faits religieux et à la prévention de la radicalisation ainsi qu'au dialogue avec les parents.

Lire la suite







RACISME ANTIVOILE



France. La place introuvable des musulman·es dans la cité - Marina Da Silva

Pourquoi les femmes musulmanes font-elles l'objet d'un tel rejet en France dès qu'elles affirment leur identité ? Deux livres tentent de répondre à cette question en s'appuyant sur des analyses féministes qui rompent avec la vison occidentale.

Bien qu'étant confrontée quotidiennement au racisme antivoile, Hanane Karimi expérimente une blessure cuisante lorsqu'elle se rend, en janvier 2017, à une audition au Sénat, dans le cadre d'un débat autour du rapport intitulé La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes ? Ce n'est pas la première fois qu'elle y est conviée, mais elle est cette fois prise à partie par des associations comme Femmes sans voile et la Brigade des mères qui vont s'acharner à lui couper la parole et à la faire huer.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF : Avertissement. Lu sur Wikipédia

Orient XXI (prononcer «21») est un webzine sur le monde arabe, le monde musulman et le Moyen-Orient, créé en 2013. Il est dirigé par Alain Gresh.

Orient XXI est lancé le 1er octobre 20131, en français, en arabe, en persan et en anglais.

Lire la suite







RAMADAN



Quand l'Education Nationale bafoue la laïcité dans les collèges publics pour faire respecter le ramadan. L'édito de Michel Taube

Le ramadan est donc plus important que l'école de la République ? La « messe » est dite : pour l'Éducation Nationale, c'est donc au service public de s'adapter au jeûne du ramadan, bafouant allègrement la neutralité attachée au principe de laïcité...

Opinion Internationale révèle, sans qu'il soit possible de dire si cela concerne toute l'académie de Paris voire toute la France (Monsieur le ministre Pap Ndiaye pourra nous le dire) que des élèves des collèges publics parisiens ont reçu une circulaire [notre photo] les invitant à bénéficier d'une réduction des frais de demi-pension en cas d'observance du ramadan.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Avertissement

Michel Taube est le fondateur de www.opinion-internationale.com, le média des décideurs engagés au cœur de l'actualité. Il est aussi écrivain et éditorialiste politique dans les médias.

Lire la suite









Football : en France, l'interdiction des pauses pour le ramadan fait débat

La Fédération française de football a décidé d'interdire l'interruption des matchs pour permettre aux joueurs musulmans de rompre le jeûne, une décision qui a fait parler dans les stades ce week-end.









Football: l'interdiction des pauses pour les joueurs faisant le ramadan fait débat en France

Le débat ancien autour de l'autorisation de la rupture du jeûne en plein match pour les joueurs musulmans faisant le ramadan a refait surface ce week-end en Ligue 1. La FFF interdit d'interrompre une rencontre pour ce motif au nom de la laïcité dans le football mais certains aimeraient plus de souplesse comme en Angleterre où des pauses sont tolérées pour permettre aux joueurs pratiquants de se restaurer rapidement et de boire un verre d'eau.

Lire la suite









France, Canada, Angleterre : comment le Ramadan est accueilli

Le Ramadan est accueilli différemment dans les pays occidentaux. S'il est le bienvenu au Canada et en Angleterre, en France il suscite la polémique.

Ramadan en France : l'obsession de visibilité de l'islam

Il est intéressant de découvrir comment ces pays parviennent à composer une société multiple dans l'apaisement. multiculturalisme et les migrations de populations sont assumés et convertis en des forces plutôt que des faiblesses.

A l'inverse, d'autres pays considèrent la présence de la différence culturelle et religieuse comme problématique. C'est notamment le cas de la France. Sa position vis-à-vis des religions et surtout de l'islam détonne dans le monde.

Lorsque le Ramadan est perçu comme un moment de célébration dans certains pays, la France s'en saisit pour relancer des débats sur l'islamisation de la société française.

Il suffit de lire la presse étrangère et française pour s'en apercevoir. Si dans la presse anglo-saxonne le Ramadan est traité comme un événement lambda et heureux, côté France, on s'interroge essentiellement sur l'impact du Ramadan sur les institutions françaises et l'offre commerciale à destination des communautés musulmanes à cette occasion.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF: Avertissement. Lu sur Wikipédia

TSA (acronyme de Tout sur l'Algérie), est un site web d'information généraliste francophone, lancé en 2007 par deux frères journalistes, Hamid et Lounès Guemache. Ce dernier est responsable de la rédaction. Hamid Guemache est directeur du titre.









Liberté, égalité, fraternité et diversité : ébauche d'une république multiculturelle en France

Tel qu'il est conçu aujourd'hui, le républicanisme français peine à penser et accepter la diversité. Banaliser et défendre la présence de l'altérité dans la sphère publique serait le signe que la république française est enfin devenue une communauté universelle.

La France républicaine se conçoit comme une exception dans le monde. Elle se veut la dépositaire de valeurs universelles qu'elle défend, tel le village d'irréductibles Gaulois d'Astérix, contre le « repli communautaire ». Les États-Unis et le Royaume-Uni sont souvent épinglés comme contre-exemples dans ce domaine. L'« enfer multiculturel » y créerait des sociétés fragmentées et racistes.

Cette représentation caricaturale repose sur des présupposés idéologiques et une méconnaissance de ce qu'il se passe dans ces pays multiculturalistes. Aucun système politique n'est parfait. Ni le régime républicain français « assimilationniste », ni celui « multiculturel » des États-Unis et du Royaume-Uni ne sont exempts de critiques.

Pour comprendre comment est traitée la diversité en France, il faut partir d'une distinction fondamentale entre le public et le privé : le citoyen est une personne publique à qui l'on accorde les mêmes droits que les autres citoyens, tandis que l'individu (personne privée) peut faire des choix philosophiques, culturels et religieux, tant qu'il s'intègre dans la communauté nationale et en respecte les règles.

Le patriotisme partisan républicain, qui repose de fait sur un communautarisme autoritaire (les querelles lancinantes sur la laïcité soulignent cela depuis 40 ans), n'est pas anodin. Il souligne la difficulté du républicanisme français à penser et accepter la diversité.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF : Avertissement

Philippe Marlière est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Institut universitaire européen de Florence obtenu en 2000. Il est professeur de sciences politiques à University College de Londres.

En septembre 2020, dans le cadre de l'affaire des caricatures de Charlie Hebdo, Philippe Marlière affirme que « Charlie Hebdo nous demande de choisir entre de lâches assassins et des caricatures racistes qui ne sont ni drôles ni socialement pertinentes. On connaît le résultat : une incitation à plus de haine et de racisme anti-musulman en France ».

Sur son blog personnel, il précise que « s'il faut être solidaire des victimes et des survivants, la liberté de critiquer l'humour désuet et l'islamophobie de Charlie Hebdo doit aussi être totale ».

Philippe Marlière possède un blog dans le site web d'information et d'opinion Mediapart et sur Politis.







SERVICE PUBLIC

Laïcité : droits et devoirs des agent et des usagers lu service public

Laïcité : droits et devoirs des agents et des usagers du service public | pratiquesensante

Alors que les atteintes à la laïcité se multiplient, notamment à l'école ou à l'hôpital, un rappel des règles en vigueur nous semblait nécessaire pour convier tous les acteurs — élus, responsables des collectivités, agents publics et usagers — à mieux comprendre et donc mieux appliquer ce principe de laïcité.

Ce livre blanc vous propose ainsi un panorama de nos contenus les plus récents sur ce sujet essentiel, fondamental et transverse : ressources humaines, commande publique, éducation, restauration collective, hôpital... Tous les domaines des services publics devant tendre à l'exemplarité pour faire connaître et reconnaître ce pilier de notre société, peut-être l'un des plus efficaces dans la lutte contre les inégalités et les discriminations.

Lire la suite







STRUCTURE PETITE ENFANCE



Avec « La Crèche : mécanique d'un conflit », au TGP de Saint-Denis, François Hien s'empare d'une affaire nationale autour de la laïcité

Le metteur en scène décortique finement les enjeux politiques, médiatiques et sociétaux de l'histoire du voile à la crèche Baby-Loup de Chanteloup-les-Vignes, qui ont eu lieu entre 2008 et 2014.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF : Extrait tiré du Monde, le 4 avril 2023

"Après une absence de cinq ans pour congé parental, Yasmina (Saffiya Laabab) souhaite retrouver son poste dans la crèche dont elle était directrice adjointe. Problème : elle exige de garder son voile. Francisca (Estelle Clément-Bealem), directrice de cette structure associative bâtie au cœur des cités de la ville, refuse. Le règlement intérieur impose la neutralité confessionnelle et idéologique. L'affrontement s'envenime jusqu'à échapper aux deux femmes. Les mères des enfants s'en emparent, le voisinage s'en saisit, les avocats s'en mêlent. Ensuite déboulent la presse et les politiques, talonnés par le cortège de l'opinion, du fantasme, des préjugés, des dialogues de sourds et des hurlements agressifs.

Implacable mécanique, dont l'issue ne se fait pas attendre : en lieu et place de la modération, on assiste au retour de la rigidité, de la binarité et des pensées toutes faites qui ne savent plus s'écouter. Sauf que, sur le plateau, la représentation prend le temps de mettre à plat ces nœuds épidermiques sans dévier de son cap. Plutôt que d'inciter le public à prendre parti en prenant elle-même position, elle décrypte le processus d'une dérive : celle

qui métamorphose une divergence de vues en véritable impasse idéologique.

Il faut peu de chose pour échauffer les esprits lorsque est abordé le thème épineux de la laïcité. Les raisons de s'enflammer sont avancées une à une au gré de dialogues animés. Islamophobie, discrimination, féminisme, radicalisation, émancipation : pas un sujet ne manque. Mais François Hien passe habilement au large de l'ornière « pour ou contre » en s'arrimant à son fil d'Ariane : la singularité des êtres. Sur scène, au-delà des généralités, ce sont les personnes qui l'emportent. Ce qui veut dire que la présence, l'intelligence et la clarté des actrices nourrissent à 100 % la justesse du spectacle. Elles sont neuf à donner corps aux dizaines de personnages ayant été emportés dans cet imbroglio juridique, médiatique et politique : employées de crèche, mécène de l'association, familles des bébés, policiers, avocats, maires ou journalistes."

Lire la suite







Pour toute information supplémentaire le site de l'ADFP



Réalisé avec Scoop.it